Pour un programme immédiat du Parti communiste marxiste-léniniste

(Extrait du rapport politique présenté par le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général, devant la 9e session du Comité central issu du 3e congrès. (Voir page 5).

Vendredi 14 septembre 1979 – No 1 125

BP 51. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Encore et toujours, unité à la base et dans l'action

AUJOURD'HUI les dirigeants des deux grands partis de gauche se proclament partisans de « l'unité à la base ». Mais Marchais n'accorde pas sa confiance à Mitterrand qu'il accuse de nourrir des préoccupations électoralistes et présidentielles. En réponse, le leader socialiste feint de mépriser les « querelles » internes. Mais qui donc supporte les conséquences de ces jeux politiciens ? Les travailleurs.

Et l'ancienne rédactrice en chef de l'hebdomadaire central du Parti communiste français, Yvonne Quilès, n'a plus que les colonnes du *Monde* pour publier un point de vue favorable à la réalisation effective de « *l'union à la base* » qu'elle qualifie « *de bon concept* ».

Sa contribution porte pour titre : « *Supplique au Comité central de mon Parti* ».

Pour notre part, nous considérons comme nécessaire, urgente et indispensable l'unité d'action de toutes les forces politiques et syndicales opposées à la politique réactionnaire mise en œuvre par Barre, sous la houlette de Giscard d'Estaing.

L'offensive gouvernementale et patronale contre les intérêts de tous les travailleurs est plus déchaînée et cynique que jamais. Les mesures brutales de licenciements ne cessent d'augmenter le nombre des chômeurs. Les hausses de prix généralisées vident inexorablement les porte-monnaie des salariés et réduisent sensiblement leur pouvoir d'achat. L'augmentation des cotisations ouvrières à la Sécurité sociale et les mesures portant atteinte au remboursement réduisent les avantages sociaux. Les conquêtes susceptibles de contribuer à l'émancipation de la femme sont remises en cause. Sur 250 000 jeunes à la recherche d'un emploi, 90 000 seulement sont embauchés à l'initiative du CNPF qui profite outrageusement de la situation pour offrir aux patrons une main-d'œuvre à bon marché. Quant aux travailleurs immigrés, les lois en cours d'élaboration concentrent contre eux, qu'elles soient déjà votées ou non, des mesures renforçant les conditions de leur exploitation et recourant à une xénophobie et à un racisme quasi-officiel.

Jacques JURQUET

(Suite page 4)

Argentine : une «disparue» nous raconte ...

Estella Iglesias, militante du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine témoigne.

Voir en page 2.

Nous publierons demain la suite de son interview

De nationalité espagnole, Estella a 31 ans. A signaler que le roi d'Espagne Juan Carlos et Amnesty International se sont préoccupés de son sort.

ALORS qu'une commission de l'OEA (Organisation des États américains) se trouve depuis quelques jours en Argentine pour enquêter sur le problème des « disparus » (15 à 30 000, selon les estimations), nous avons rencontré la camarade Estella Iglesias, arrivée en France récemment, après de longs mois d'emprisonnement et de tortures. Elle nous raconte ici ses souffrances et son combat, qui sont ceux de son Parti et de son peuple.

Demain, nous publierons la suite de cette interview qui portera sur la commission d'enquête et sur l'attitude des USA et de l'URSS face à la dictature de Videla.

REFORME DU CNRS

La recherche ligotée à l'industrie

DURANT tout l'été, l'expectative : quelle tournure prendrait la réforme du CNRS (*), préparée en catimini par Alice Saulnier-Séité ? Les décrets ont été enfin publiés au Journal Officiel du 12 septembre. Hélas, les craintes sur cette réforme étaient bien justifiées !

La ligne directrice est de placer le CNRS sous l'autorité du ministère des Universités qui lui dictera les besoins en recherche de la grande industrie de notre pays. Finie la recherche fondamentale et une certaine autonomie des chercheurs et du CNRS !

Sa branche « sciences exactes » travaillera exclusivement pour les grandes firmes, sa branche « sciences humaines » se transformera en instrument de marketing au service des entreprises et du commerce extérieur.

Les différents prétextes pour justifier cette réforme résidaient essentiellement dans un prétendu gaspillage des crédits publics. A présent, vu la nouvelle gestion, les dépenses du CNRS seront seulement contrôlées a posteriori !

Enfin, comme toute réforme, celle du CNRS s'accompagne de mesures autoritaires, la sécurité d'emploi du personnel est gravement menacée, il n'a plus aucune représentation au conseil d'administration et le directoire où le personnel disposait d'une certaine audience n'existe plus.

Une dernière caractérisation de la mainmise du gouvernement sur le CNRS : le président, M. Charles Thibault a été nommé par le conseil des ministres, tout comme le seront le futur directeur général et le conseil d'administration.

Nathalie VILLOTIERS

** Centre national de la recherche scientifique.*

CENTRE - AFRIQUE

Ce à quoi servaient les armes soviétiques

LES candidats à la succession de Bokassa, empereur de Centre-Afrique, directement impliqué dans le massacre de centaines de jeunes lycéens au mois d'avril 1979, ne manquent pas.

C'est ainsi que Bangui, ancien ambassadeur de l'empereur en France, a annoncé mardi la formation d'un gouvernement provisoire. Sa candidature semble recevoir l'aval de la France.

Un autre opposant à Bokassa, Ange Patassé, qui avait lui aussi participé au gouvernement de l'empereur, a fait d'intéressantes révélations à *Paris-Match*.

Questionné sur l'aide soviétique à Bokassa, il a répondu : *« Nous avons déjà pris position sur ce problème précis. Au cours de ma conférence de presse du 31 juillet, j'avait déjà attiré l'attention des autorités soviétiques sur le concours qu'elles apportent à Bokassa actuellement. Nous avons également publié un communiqué de presse dans lequel nous avons condamné sans ambiguité l'accord militaire signé entre l'Union soviétique et Bokassa parce que nous estimons que les armes que l'Union soviétique donne à Bokassa, directement ou par l'intermédiaire des Libyens, sont destinées à massacrer le peuple centrafricain ».*

C.L.

La course à la Maison Blanche est ouverte

QUI sera l'an prochain candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle américaine ? Carter obtiendra-t-il la confiance de son parti ou lui préférera-t-on Edward Kennedy ?

Jusqu'à présent, le dernier des Kennedy jurait ses grands dieux que Carter pouvait compter sur son soutien pour un nouveau mandat. Puis l'échéance approchant, il vient de faire savoir que ni sa mère ni son épouse ne s'opposaient plus à ce qu'il se lance dans la course à la présidence. Il attend encore quelques semaines avant de se décider : *« Ma candidature dépendra des résultats de la politique du président »* a-t-il précisé.

Dans le même temps, on apprenait qu'un gros contrat de la marine avait été accordé aux chantiers navals de San Diego en Californie à la suite de pressions exercées par l'entourage de Carter, alors que la Général Dynamics de Quincy près de Boston offrait de faire le travail pour beaucoup moins cher. De ce fait, Boston comptera bientôt vingt mille chômeurs de plus. Coïncidence, Boston c'est la circonscription de Kennedy.

Argentine : une «disparue» nous raconte

Estella Iglesias, militante du Parti communiste marxiste-léniniste témoigne. Nous publierons demain la suite de son témoignage

Estrella Iglesias à Madrid. « Nous voulons la démocratie en Argentine, nous voulons que le peuple puisse décider de façon libre de son propre destin. »

HR : Tu viens de sortir des prisons d'Argentine. Peux-tu, si ce n'est pas trop pénible pour toi, raconter les conditions de ta détention et ton état moral et physique en prison.

EI : J'ai été arrêtée le 11 août 1978, à deux heures du matin, à mon domicile par les forces conjointes de l'armée, sous l'accusation d'être militante du Parti communiste marxiste-léniniste. Ils m'ont emmenée dans une voiture, avec une cagoule sur la tête. Dans la voiture, ils ont commencé à frapper. Ils m'ont enfermée dans une maison et j'ai su après que c'était au 3e régiment d'infanterie de la Tablada.

Là, ils m'ont mise complètement nue et ils ont continué à me frapper. Puis ils m'ont attaché les pieds et les mains sur une table et ils ont commencé à faire passer du courant électrique.

Après, ils ont fait courir des rats sur mon corps. Moi, je ne sais pas combien de temps ça a duré, je pense toute une nuit. Mais j'avais perdu complètement la notion du temps à ce moment-là.

Puis ils m'ont changée d'endroit et là, ils ont menacé de me violer. Ils ont essayé mais finalement, ils ne l'ont pas fait.

Après, ils m'ont emmenée dans une autre maison où ils m'ont attachée par terre, avec des chaînes.

Au bout de quelques jours, je me suis rendu compte que je n'étais pas toute seule, qu'il y avait d'autres « disparus » avec moi, et même que c'était d'autres camarades du Parti. Nous avons essayé d'établir des liens entre nous, d'abord pour avoir des informations politiques et aussi pour connaître l'état de santé de chacun. (...)

HR : Quel était le moral des prisonniers ?

EI : A ce sujet, je voudrais raconter une petite histoire sur le camarade secrétaire général de notre Parti, qui a été arrêté : il y avait une camarade là-bas, enceinte de six mois. Et à cause des tortures, elle a perdu son bébé. Les militaires l'ont emmenée dans un hôpital pour avorter. Et à son retour au camp, un jour, elle était de service pour distribuer la nourriture. Au moment où elle arrivait près de notre secrétaire général, lui, dans un geste de chaleur, lui a fait un baiser dans la main. Je vous raconte ça pour donner un peu une idée du moral des camarades.

Autre chose encore : on n'avait presque rien à manger, il faisait très froid, c'était l'hiver et on n'avait jamais rien de chaud à manger. En plus, les hommes avaient moins à manger que les femmes. Alors, les camarades femmes ramassaient un peu de nourriture (qui était déjà réduite) et la faisaient passer aux hommes, parfois en la jetant par-dessus les mur.

POURQUOI LES INTERROGATOIRES

J'ai oublié de parler d'une chose, c'est le sujet des interrogatoires pendant les tortures. Les militaires travaillaient sur trois points : d'abord le travail du Parti parmi les familles de disparus, deuxièmement le travail du Parti dans le mouvement de grève qui avait éclaté en Argentine et enfin les rapports du Parti avec d'autres forces politiques du pays.

Après, pour nous humilier et nous dégrader complètement, ils attaquaient la République populaire de Chine, le marxisme en Argentine et dans le monde, mais en particulier la Chine.

NOTRE COMBAT

Il faut rappeler que les motifs de mon arrestation étaient surtout que je luttais contre la dictature en Argentine, que j'étais membre du Parti et que je me battais pour la démocratie. Nous voulons la démocratie en Argentine, nous voulons que le peuple argentin puisse décider de façon libre de son propre destin. Et nous voulons aussi un pays démocratique et indépendant par rapport aux superpuissances dans le monde, avec des liens plus étroits avec les pays du monde qui sont pour l'indépendance. De ce point de vue là, notre Parti travaille à un front uni assez large, avec tous ceux qui s'opposent à la dictature, pour abattre cette dictature fasciste, pour instaurer la démocratie et pour commencer à reconstruire un pays démocratique.

Avec ce front uni, avec la démocratie en Argentine, notre Parti croit qu'on pourra établir les meilleures conditions pour faire une accumulation des forces sur une large échelle, pour affronter un jour les grands ennemis de notre patrie que sont les superpuissances impérialistes, en particulier les États-Unis qui ont du poids dans notre pays, les Soviétiques aussi et l'oligarchie en Argentine.

Cette dictature, c'est une dictature de l'oligarchie liée aux superpuissances. Nous croyons que c'est la pire dictature qu'a connue notre peuple depuis longtemps.

Dans l'avenir, lors de l'affrontement décisif avec ces forces de la réaction en Argentine, il faudra les écraser de façon révolutionaire. Et à ce moment-là, nous croyons qu'on pourra ouvrir une situation très bonne pour le peuple argentin, pour avancer vers le socialisme et le communisme.

Je voudrais ajouter une chose : je suis militante du Parti depuis dix ans, j'ai toujours fait mon travail sur le front syndical. J'étais ouvrière. Et j'ai participé à la grève des cheminots de 1977 et aussi à la préparation de la grève des cheminots de 1978. Le problème, c'est que j'ai été arrêtée au moment où commençait la grève.

HR : Comment s'est passée ta libération ?

E.I. : Au camp de concentration, les militaires m'ont demandé ma nationalité. Je leur ai dit "Espagnole". Alors, ils ont voulu savoir si j'avais de la famille en Espagne (...).

Quand j'ai dit que j'avais quelques membres de ma famille en Espagne, les militaires ont dit : *"Oui, celle-là, c'est Estrella"*. Ensuite les militaires m'ont emmenée dans une autre maison où les militaires sélectionnaient les "disparus" qui devaient réapparaitre. (...)

HR : Et les autres camarades comme par exemple le secrétaire générale de votre Parti ?

E.I. : Ce que je sais, c'est qu'on a eu une nouvelle, vers le mois de mai de cette année : un ami a vu le nom de notre secrétaire général sur une liste, dans un hopital militaire au sud du pays. Ça signifie d'une façon ou d'une autre que lui et d'autres camarades étaient encore vivants en mai 1979.

Quand je l'ai quitté dans le camp où il avait été torturé, je peux dire qu'il n'était pas au bord de la mort.

Je veux dire aussi qu'il y a un camarade qui est mort sous la torture, il n'a pas résisté et il est mort d'une crise cardiaque. C'était un dirigeant du syndicat des banques. Il s'appelait Luis Perez, il avait 42 ans.

HR : Et après ta sortie du camp de concentration, où t'a-t-on emmenée ?

E.I. : J'ai été emmenée dans un commissariat où je suis restée encore "disparue" pendant quelques temps, mais où on m'a enlevé ma cagoule (...).

Le 31 octobre, j'ai reçu la visite de ma famille au commissariat et c'est en discutant avec elle que j'ai commencé à comprendre les raisons de ma "réapparition" après ma disparition. J'ai su qu'il y avait une campagne internationale sur la question des "disparus", pour notre liberté. Et j'ai su un peu ce qu'avaient fait les partis frères. Cette campagne avait amené quelques gouvernements à prendre position pour la liberté des camarades.

Dans ce cadre-là, il faut signaler que, pour mon cas personnel, le roi d'Espagne a pris une position active. Quand il a visité l'Argentine le 26 novembre, au cours de sa tournée en Amérique Latine, Juan Carlos a soulevé mon cas, avec une liste d'Espagnols disparus. Et ce n'est pas un hasard si la seule Espagnole disparue qui est réapparue après, c'est moi. C'est dire la pression qu'il y avait en Espagne, à ce moment là.

HR : Et les autres personnes de la liste ne sont pas réapparues ?

E.I. : Le gouvernement argentin avait seulement accepté une liste de cinq personnes. Et le problème, c'est que les autres étaient des emprisonnés légaux. La seule Espagnole "disparue" c'était moi. Je suis réapparue légalement le 1er novembre 1978. Et aussitôt, le Consul d'Espagne à Buenos Aires est venu me rendre visite au commissariat. Et ça, c'est un événement important parce que quelques jours après, un camion militaire est venu nous chercher à trois heures du matin. Mais quand ils ont regardé le carnet de visite et qu'ils ont vu que le consul était venu, ils sont repartis sans m'emmener.

Au mois de décembre, j'ai été envoyée dans une prison légale à Buenos Aires, sous la tutelle du conseil de guerre. Et j'ai été jugée à ce moment là par le tribunal militaire qui s'est déclaré incompétent.

Après cela, j'ai été jugée par un tribunal civil qui a demandé ma libération. J'ai été libérée le 18 mai 1979.

(Propos recueillis par Claude LIRIA)

A suivre

DANS L'ACTUALITE

L'OLP gagne du terrain

LE mardi 11 septembre, trois faits ont montré que la cause palestinienne gagne du terrain en Europe : 1) La radio espagnole a révélé que Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), serait reçu cette semaine par Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol.

2) A Dublin, le conseil des ministres de la CEE a longuement débattu de la question du Proche-orient pour définir une position commune des neuf pays de la Communauté pour la prochaine assemblée générale de l'ONU le 24 septembre. Si la question de la représentativité de l'OLP est encore loin de faire l'unanimité, il est probable cependant que les Neuf se mettront d'accord pour condamner l'agression israélienne au Sud-Liban.

3) A l'issue de sa visite de quarante-huit heures à Bonn, Moshe Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères, a déclaré que la reconnaissance par la RFA du droit des Palestiniens à l'autodétermination constituait un changement de politique *« dans un sens négatif »*.

En outre, dans une interview à l'hebdomadaire *Monday Morning* de Beyrouth, M. Nahum Goldmann, ancien président du congrès juif mondial, vient de déclarer que les Etats Unis devaient se libérer de la promesse faite jadis par Kissinger aux Israéliens de refuser tout dialogue avec l'OLP.

Tous ces faits prouvent que l'OLP s'impose de plus en plus comme le seul et authentique représentant du peuple palestinien.

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, va être reçu cette semaine par le chef du gouvernement espagnol.

Face à l'agression rhodésienne, solidarité avec le Mozambique

LE mercredi 5 septembre, des forces aéroportées rhodésiennes ont effectué un raid au Mozambique au cours duquel plusieurs civils ont été tué. Nous avons déjà fait allusion à cette agression dans notre article sur la conférence de Londres (Voir *L'Humanité rouge* No 1123 du mercredi 12 septembre 1979). Dans une déclaration remise à la presse, le CIMO (Centre d'information sur le Mozambique, 14 rue de Nanteuil – 75015 PARIS) a précisé :

« Ce raid a été mené par des commandos héliportés rhodésiens, escortés et appuyés par des avions Mirage de fabrication française. Il visait la destruction de moyens de production. Un hélicoptère rhodésien a été abattu par les forces mozambicaines et des milices populaires ont été appelées en renfort.

Jeudi 6 septembre, l'aviation rhodésienne a bombardé la région de Mapai, à 100 Km au sud-est de la jonction des frontières rhodésienne, sud-africaine et mozambicaine, à la pointe de la réserve sud-africaine de Kruger Park. Ces bombardements se sont ensuite étendus à la localité de Guija et ont détruit des maisons d'habitation, des écoles, des hôpitaux et un pont.

Le 7 septembre, les opérations militaires se poursuivaient au Mozambique. L'armée mozambicaine infligeait de lourdes pertes à l'envahisseur ».

Par ailleurs, le CIMO a adressé un message au Comité politique permanent du FRELIMO (Front de libération du Mozambique), dont voici des extraits :

« Le CIMO appelle toutes les forces progressistes en France à exprimer leur soutien politique à la RPM (République populaire du Mozambique) agressée et à répondre à l'appel lancé par la RPM pour que la communauté internationale renforce la capacité défensive du Mozambique.

Le CIMO affirme sa solidarité la plus totale avec le peuple mozambicain et les forces populaires de libération du Mozambique dirigées par le parti FRELIMO. A LUTA CONTINUA ! »

De son côté, le bureau politique de notre Parti a adressé au comité politique permanent du FRELIMO le message suivant :

« Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste exprime sa profonde indignation devant les récentes agressions barbares de la Rhodésie contre le peuple mozambicain et la République populaire du Mozambique.

Il exige que le gouvernement français cesse immédiatement toute livraison d'armes au régime illégal, minoritaire et raciste de Ian Smith et Muzorewa.

Le PCML exprime son soutien et sa pleine solidarité avec le FRELIMO et la République populaire du Mozambique, fermes alliés de la lutte de libération nationale du peuple du Zimbabwe.

A luta continua ! »

MAITRES-AUXILIAIRES

Rentrée : ce qui se fait

La rentrée scolaire aura-t-elle lieu à la date prévue ? Probablement, mais sérieusement secouée par le mécontentement général dans lequel elle se déroulera : classes sans instituteurs, instituteurs sans classe, maîtres auxiliaires au chômage, surcharge des emplois du temps des enseignants...

DÉJA de nombreuses actions ont été menées par les syndicalistes.

UN CONSENSUS CONTRE LES LICENCIEMENTS

A Créteil, le SGEN (Syndicat national de l'Éducation nationale) appelle à une grève contre les 60 % de postes surnuméraires supprimés, pour la réembauche de trois cents maîtres auxiliaires au chômage, pour qu'enfin trois cents certifiés obtiennent un poste. L'académie de Créteil n'est pas la seule à compter des centaines de maîtres auxiliaires au chômage. A Nantes sept maîtres auxiliaires sont exclus pour avoir fait grève ; à Rennes 695 maîtres auxiliaires sont sans poste ; à Reims, ils sont 347 ; à Rouen 878, à Versailles 1 787 et à Amiens 400.

A Orléans, le SNES, (Syndicat national de l'enseignement secondaire) le SNEP, (Syndicat national de l'éducation physique) le SNETP/CGT (Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel) et l'UD-CGT ont manifesté unitairement contre la suppression de cent trente postes de maîtres-auxiliaires et contre la surcharge d'emploi du temps de soixante-dix postes de maîtres-auxiliaires Ils doivent effectuer cette année vingt-et-une heures de cours. Le SGEN appelle à une grève les 13, 14, 15 17 et 18 septembre.

Le SNES et le SNEP convient un maximum de personnes à signer leur pétition contre l'augmentation des heures de travail. A Reims, des syndicalistes et des militants du PCF se sont enchaînés au rectorat pour exiger la réintégration de Monique Lamblin, directrice, suspendue pour s'être élevée contre une suppression de classe de latin.

CE QU'ILS DISENT ET CE QU'ON PEUT FAIRE ?

On ne peut que se féliciter des tentatives d'unité d'action comme celle qui a réuni plusieurs syndicats enseignants à Orléans, mais force est de constater qu'une telle action ne représente pas la tendance générale.

La FEN parait se cantoner dans une position attentiste...

Le SNES dénonce les licenciements de non-titulaires par milliers et appelle les les parents à venir constater eux-mêmes les conditions scandaleuses de la rentrée.. S'il affirme : *« Nous n'excluons aucun moyen d'intervention manifestations, rassemblements, grève »*, il privilégie actuellement l'action par les pétitions.

Le SNETP/CGT et la SNETAA appellent à la grève protestant ainsi contre les conditions de rentrée dans l'enseignement technique, mais séparés, chacun pour soi.

Le SGEN met, lui, plutôt l'accent sur la grève, pour le 13, 14, 15,17 et 18 septembre: La position du SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et professeurs de l'enseignement général des collèges) rejoindrait la sérénité de la FEN, tout en mettant en avant son esprit de vigilance contre toute fermeture de classe et suppression de poste.

Bref, autant de syndicats, autant de modes d'action qui n'entraînent pas forcément un enthousiasme délirant. Mais il y a un grand pas entre la détermination plus ou moins molle des fédérations et celle des enseignants confrontés à leur dure réalité. Une illustration : il semble que la FEN accepte le principe de la formation en alternance – pour les jeunes sortis de l'école, autorisant les patrons à les exploiter gratuitement. Est-ce à dire que les quarante-trois syndicats qu'elle regroupe et tous les syndiqués de ces syndicats partagent cet avis ? Assurément non !

L'aspiration à l'unité d'action est sans aucun doute très forte en cette rentrée difficile pour les enseignants comme pour les parents d'élèves. Il est certain qu'elle pèsera dans les jours à venir dans le sens de l'unité syndicale.

Nathalie VILLOTIERS

SNEP : Syndicat de professeurs de sport.
SNETAA : Syndicat de l'enseignement technique.

RENTREE SCOLAIRE

Vous avez dit gratuité?

LA rentrée scolaire : quelques frais en plus ? Non, le document ci-dessous nous prouve le contraire, pour une famille aux revenus moyens. La rentrée scolaire de leurs trois enfants représentent 41 % du revenu familial ; pour une famille de chômeurs 50 % de son revenu. Ce tableau édité par la Confédération syndicale des familles (CSF) est une moyenne de frais, résultat du dépouillement des frais de rentrée *réels* des adhérent du la CSF.

POIDS RÉEL DES FRAIS DE RENTREE POUR LA FAMILLE DURAND

3 ENFANTS : un en primaire, un en sixième, un en LEP.

SALAIRE NET DU PERE par mois (brut 2 500) 2 197,70
SALAIRE DE LA MERE (SMIC net) . . .1 905,30

Total des salaires nets 4 103,00
Allocations familiales 844,61
Complément familial 395,00

REVENU MENSUEL DE LA FAMILLE .5 342,61

FRAIS SCOLAIRES DE RENTREE
Enfant en primaire. 280,25
Enfant en sixième 778,75
Enfant en LEP (électricité) 1 113,00

Total. 2 171,00
soit 41 % du revenu mensuel de la famille

LE TRANSPORT SCOLAIRE ET LA CANTINE NE SONT PAS COMPRIS

Cette famille touchera l'ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE. . . . . 569,40 (189,80 x 3)
Cette famille touchera LA PRIME EXCEPTIONNELLE . . . . . 600,60 (200,20 x 3)
mais le jeune en LEP en sera exclu s'il a 16 ans.
Cette famille ne touchera pas de BOURSE

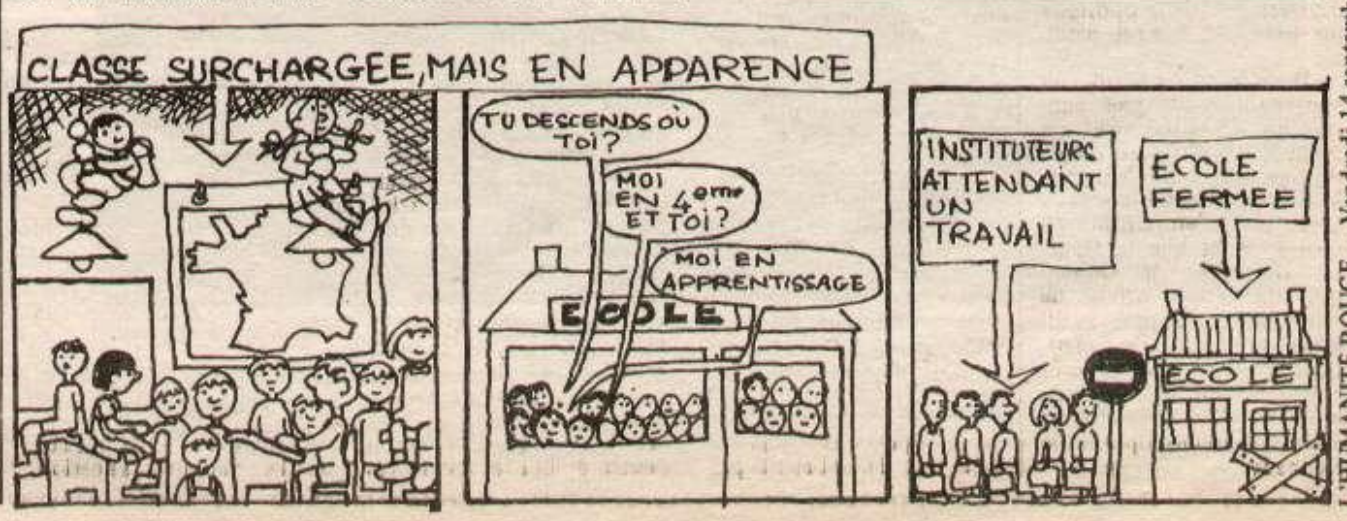
SI MONSIEUR ET MADAME DURAND SONT EN CHOMAGE
Leurs ressources actuelles sont de
– Prestations ASSEDIC (42 % du salaire) 1 952,00
– Aide fixe (20 x 2 x 3). 1 200,00

Total. 3 152,00
– Allocations et complément familials . .1 239,61

Total. 4 391,61

LES FRAIS DE RENTREE REPRESENTENT ALORS 50 % DE LEUR POUVOIR D'ACHAT

Dans ce cas la famille DURAND touchera l'ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE
NE TOUCHERA
PAS LES BOURSES (plafond d'attribution 2 753,00)



Qu'est-ce qu'on fait samedi soir ?

SAMEDI soir, les flonflons des petits bals résonnent dans les villes et dans les campagnes, flonflons auxquels s'ajoutent les coups de flics et les cris de leurs victimes, comme à Anzielle samedi dernier.

Samedi soir, Jean-Louis Blanchet est allé danser. Puis il décide de rentrer chez lui.

« Au bout d'un moment, je me suis aperçu que trois hommes en voiture me suivaient. J'ai accéléré l'allure. J'ai essayé de me cacher. Ils m'ont rattrapé. Ils m'ont bousculé puis frappé, m'accusant d'avoir tenté de voler dans une voiture. Puis ils ont appelé les gendarmes de Saint Orens ».

Embarqué dans une Chrysler bleu horizon (existe-t-il des voitures officielles de ce type ?), il est conduit à la gendarmerie. Après l'avoir copieusement tabassé, les gendarmes s'efforceront de lui faire avouer un vol datant de mars, vol qu'il n'a jamais commis !

Un fait divers parmi tant d'autres ? Un « fait divers » qui révèle la collusion entre police civile, parallèle et flics authentiques, qui révèle le racisme anti-jeunes des jeunes flics. On se souvient des ratonnades des flics contre les bals du 14 juillet, à la Bastille, à Paris et dans d'autres départements, blessant grièvement plusieurs danseurs. Bavures policières qui révèlent le racisme des flics, dont la toute dernière victime est Kwamé Osei.

Kwamé Osei, Ghanéen, a été intercepté par les flics alors qu'il tentait de rejoindre la République fédérale allemande avec de faux papiers. Au commissariat, roué de coups par deux flics, il a été obligé de boire dans une écuelle posée à même la terre, en même temps qu'un chien. L'un des deux flics est incarcéré, l'autre suspendu de ses fonctions, mais pour combien de temps ?

Heureusement, les victimes ne se sont pas laissées intimider. Elles ont porté plainte pour coups et blessures. La justice recevra-t-elle leurs plaintes ?

Nathalie VILLOTIERS

Paroles d'hommes de fric et de pouvoir

CETTE année, le budget des familles populaires supporte la lourde charge des impôts, des hausses de prix, de la baisse des salaires liée à la ponction supplémentaire de cotisations de Sécurité sociale, de la rentrée scolaire. Qu'en pensent ceux de la haute, patrons et hommes du gouvernement. Voici quelques échantillons frappant de cynisme.

Dans une interview au *Figaro*, Stoléru, secrétaire d'État chargé des travailleurs manuels et immigrés s'est expliqué sur son projet de plateforme idéologique et doctrinal destiné à la réflexion des giscardiens en vue des présidentielles de 1981. En voici un extrait :

« Les jeunes sont en quête d'un bonheur qui ne passe pas par un pouvoir d'achat maximum. Le bonheur viendra d'autre chose et notre ambition est de clarifier une société plus heureuse autour d'une société moins brillante sur le plan économique. » Après cette forte parole *« Le bonheur n'est pas proportionnel à la richesse »*, il conclut : *« Il reste donc à découvrir le mode de vie autour de ce que Valéry Giscard d'Estaing a récemment appelé la croissance sobre »*. Autrement dit : *« Serrez-vous la ceinture »* et *« N'oubliez pas que l'argent ne fait pas le bonheur »*. Quant à la sobriété, elle n'est pas bien sûr, pour tout le monde.

Autre échantillon, patronal, cette fois. Questionné par un journaliste de l'*Expansion*, Michelin, le roi du pneumatique, a eu de fortes paroles concernant les droits sociaux. *« Pour vous, le dirigisme entraine des effets pernicieux jusque dans ce qu'on a appelé les conquêtes sociales ? »* lui a-t-on demandé. *« Prenez la Sécurité sociale : elle ôte tout simplement la liberté aux gens ! Pensez, vous êtes assujetti à la Sécurité sociale. Assujetti ! En 1979 ! »* a-t-il répondu. A l'heure où les avantages et droits sociaux sont sans cesse réduits par le pouvoir, à la demande du patronat, d'ailleurs, les travailleurs apprécieront.

Le billet d'Yves Lepic

Humour vraiment noir

USINOR, tous nos lecteurs connaissent. Nous en avons longuement parlé dans nos colonnes ces mois derniers en raison des 12 500 licenciements qui y sont opérés.

Ce que nos lecteurs connaissent peut-être moins, c'est le principal groupe qui chapeaute Usinor et qui s'appelait Denain-Nord-Est-Longwy.

« S'appelait » en effet, puisque réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 juin 1979, messieurs les actionnaires ont décidé de changer d'appellation.

Maintenant, le groupe s'appellera « Nord-Est », tout simplement. Après avoir rayé de la carte les deux usines de Longwy et de Denain, il fallait bien faire quelque chose pour oublier ces moments douloureux où dans les salons l'on décide de la vie de 10 000 personnes.

Encore et toujours, unité à la base et dans l'action

(Suite de la page une)

Enfin, la rentrée scolaire est l'occasion d'une nouvelle et lourde ponction dans les revenus des familles dont beaucoup ne peuvent plus acheter toutes les fournitures nécessaires à leurs enfants. Aller à l'école devient un luxe.

Depuis longtemps, avant même la constitution au sommet de l'union de la gauche, le Parti communiste marxiste-léniniste n'a cessé de rappeler les enseignements justes de l'histoire du mouvement ouvrier et international : *« Unité à la base toujours, unité à la base et au sommet quelquefois, unité seulement au sommet jamais »*.

Parce qu'ils avançaient ces vérités, avant mars 1978, nos camarades étaient souvent considérés par des militants communistes ou cégétistes à la base comme des *« sectaires et des gauchistes »*. Mais aujourd'hui, l'histoire a tranché et une fois de plus, nous avions raison.

Nous laissons de côté les accusations injustes alors lancées contre nous et nous proclamons que partout où nous sommes présents, nous sommes diposés, dans un respect mutuel, à œuvrer pour l'unité à la base et dans l'action de tous les travailleurs contre la politique d'exploitation, d'oppression et de répression de la bourgeoisie capitaliste.

Avec les militants de base du Parti communiste français, du Parti socialiste, du PSU et de toutes les autres formations politiques opposées au gouvernement, avec les militants de la CGT, de la CFDT, de la FEN, nous sommes prêts à agir concrètement dans l'unité, même si les dirigeants des grands partis et des confédérations syndicales persistent dans leur mésentente et continuent leur jeu néfaste.

La classe ouvrière, les petits paysans, les enseignants, tous les travailleurs intellectuels et manuels, des villes et des campagnes doivent imposer leur union à la base et dans l'action, fondée sur la reconnaissance du droit réciproque pour chacun d'avoir des opinions différentes, tout en participant aux luttes contre l'ennemi commun, contre la réaction, contre le patronat, contre le gouvernement et la majorité qui le soutient.

La voie des changements immédiats passe par l'unité de notre peuple, à la base et dans l'action.

JJ

PC - PS : leur unité d'action n'est pas pour demain

NOUS voici à la veille de la rencontre PC-PS. *« Gauche de salut public »*, comme le demandait Mitterrand ? Plan d'action pour contrer l'offensive patronale et gouvernementale qui se poursuit contre les travailleurs ?... De part et d'autre, on laisse très clairement entendre qu'il n'en sortira rien de tel.

« Je ne crois pas à l'union » dit Mitterrand qui ajoute *« Je la veux »*. *« Surtout pas d'illusions »* proclame Marchais. Thème repris dans le rapport présenté par Philippe Herzog devant le dernier Comité central du PCF.

Dans le même rapport, Philippe Herzog réaffirme l'orientation du 23e congrès sur cette question de l'unité : dans la pratique de l'union à la base *« se construira une union plus forte, plus solide, des forces populaires. Le moment venu — quand ? Sous quelle forme ? L'avenir le dira — elle trouvera son prolongement dans des accords politiques »*.

Voilà qui laissera sur leur faim les militants des deux partis, les syndicalistes et plus généralement les travailleurs pour lesquels l'unité d'action de tous les partis qui affirment vouloir combattre la politique antisociale du gouvernement apparait comme indispensable à l'heure actuelle.

Mais, ainsi renvoyée à d'autres échéances, plus lointaines, cette union n'apparait-elle pas de part et d'autre comme réservée à certaines confrontations électorales ?

Et les appels à l'union — à la base ou de salut public — n'apparaissent-ils pas comme des tactiques adoptées de part et d'autre pour arriver dans le meilleur rapport de force face à l'autre dans les prochaines confrontations ? Voilà qui ne satisfait guère aux exigences — urgentes — d'une riposte sérieuse aux attaques gouvernementales.

Voilà qui laisse serein le patron des patrons, Ceyrac, qui ne craint pas d'agitation sociale dans les mois à venir (c'est du moins ce qu'il affirme dans une interview aux *Echos*).

G. C.

Brutalités policières contre les manifestants venus mercredi devant le Quai d'Orsay, pour protester contre la visite à Paris de Hernam Cubillos, ministre des Affaires étrangères de Pinochet.

Six ans après le sanglant coup de force de la junte de Pinochet, au moment où se déroulaient au Chili même des manifestations d'une ampleur remarquable (compte tenu de la très dure répression toujours en vigueur contre le peuple) en souvenir du président Salvador Allende, assassiné par la junte, nous nous associons aux protestations contre ces brutalités, liées à la présence à Paris de l'émissaire du régime de Pinochet, « ce symbole du terrorisme et de la torture » selon l'expression de Mitterrand.

Pour un programme immédiat du Parti communiste marxiste-léniniste

(Extrait du rapport politique présenté par le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général, devant la 9eme session du comité central du PCML, issu du IIIeme congrès)

(L'intégralité de ce rapport sera communiqué prochainement aux militants du Parti).

APRES un long développement sur la question « Quel socialisme notre Parti proposet-il pour la France ? », le secrétaire général du PCML a abordé la « nécessité d'apporter des réponses concrètes aux nombreuses questions posées par les travailleurs en ce qui concerne tous les problèmes immédiats auxquels ils sont confrontés ». Jacques Jurquet a notamment déclaré :

« Des camarades de la base comme du Comité central ont demandé dans ce but que notre Parti élabore un programme immédiat... D'emblée, je tiens à souligner la nécessité d'effectuer une correction autocritique par rapport à la décision explicite du 3e congrès de ne fournir à notre Parti qu'un programme stratégique.

Sous la pression d'éléments dogmatiques qui ont aujourd'hui abandonné nos rangs, notre Comité central avait accepté d'interpréter les indications de Lénine sur l'absence absolue de toute étape intermédiaire entre le capitalisme monopoliste d'État et le socialisme comme impliquant le rejet de tout programme immédiat. Ce point de vue étroit et subjectiviste ne fut ni discuté ni donc rejeté par le 3e congrès (...)

(...) Ce fait n'interdit nullement à l'ensemble de notre Parti de reprendre l'examen de ce point précis à l'occasion de l'ouverture de la discussion destinée à préparer le 4e congrès.

Autrement dit, l'existence, la mise au point d'un programme immédiat signifie-t-elle que nous envisagions une étape intermédiaire avant la victoire de la Révolution socialiste ? Personnellement, je ne le pense pas. Je crois simplement que les réponses apportées par notre Parti aux questions soulevées par les masses dans l'actuelle période de développement pacifique du capitalisme, participent directement à l'accumulation des forces de la classe ouvrière et de ses alliés dans la perspective de la révolution ultérieure.

C'est seulement, en effet, à travers toutes les luttes, et par conséquent, en premier les luttes immédiates, que notre Parti se renforcera, s'unira à d'autres forces et s'édifiera en vue de parvenir ultérieurement à assurer la mission historique révolutionnaire à laquelle il aspire.

Si donc, prenant en compte l'assurance de principe qu'il n'est nullement question pour notre Parti d'organiser les luttes en vue de parvenir d'abord à des étapes intermédiaires comme par exemple celles envisagées par les dirigeants du Parti communiste français dans leur 22e congrès sous la terminologie de « démocratie avancée » ou, de façon plus subtile et mieux camouflée, dans leur 23e congrès sous la terminologie « d'avancée démocratique », ces deux formules inversées mais identiques ne représentant en réalité qu'une société capitaliste assortie de plus nombreuses nationalisations, sans destruction de l'État bourgeois, si donc notre Comité central et notre Parti ne remettent pas en cause le programme stratégique issu du 3e congrès, il me semble tout à fait acceptable, et j'ajouterais même opportun, d'ouvrir une large discussion démocratique centralisée en vue d'élaborer un programme immédiat (...)

(...) Contentons-nous pour l'instant d'en esquisser les grands traits afin d'ouvrir la discussion.

Nous, Comité central, devons organiser et impulser l'activité de tout le Parti pour que les camarades des cellules :
1) S'engagent avec ardeur et conviction dans le maximum de luttes immédiates, partout où se trouve implanté notre Parti et partout où il lui est possible d'intervenir ;
2) Recensent et recueillent à travers leur pratique et leurs expériences les questions nombreuses, sinon innombrables, posées par les ouvriers et les masses populaires à partir de leurs besoins réels et de leurs idées sur les formes de luttes ;
3) Centralisent toutes ces questions et toutes les expériences accumulées aux organismes dirigeants de notre Parti, pour qu'ils soient en mesure de synthétiser les réponses nécessaires sous la forme d'un programme immédiat, renvoyé ensuite à la base pour une nouvelle discussion approfondie avant le 4e congrès.

Les bilans d'activité déjà transmis au Comité central par différents comités de parti régionaux, quels que soient les résultats dégagés (...) font tous ressortir deux préoccupations de nos camarades (...) :

(...) 1) Lier notre ligne politique avec la classe ouvrière par des initiatives autonomes du Parti, comme par sa participation à des activités communes avec d'autres formations politiques ainsi que son soutien et la participation active de ses militants aux luttes des syndicats ;
2) Lier notre Parti avec les masses populaires en préparant d'assez longue date les élections et en participant activement aux luttes électorales de toutes sortes, de la prochaine élection présidentielle prévue pour 1981 aux législatives, municipales et cantonales qui suivront.

Ces deux secteurs de lutte ne recouvrent en réalité qu'un seul axe formulé dans le mot d'ordre « Classe contre classe ». Mais il importe de retenir avec soin les indications antérieures déjà avancées au sujet de ce mot d'ordre stratégique et tactique pour rejeter toute conception étroite, dogmatique et sectaire qui s'opposerait aux alliances de la classe ouvrière.

Notre programme immédiat devra ainsi permettre à notre Parti d'intervenir dans toutes les luttes, sans exception, qui convergent vers cette cible déjà fixée par le 3e congrès : la bourgeoisie capitaliste.

Où apparaissent donc toutes ces luttes, en dehors des luttes spécifiques de la classe ouvrière, aujour'dhui plus agressée que jamais par la bourgeoisie réactionnaire ?

Elles apparaissent et sont indispensables dans la jeunesse ouvrière, lycéenne et étudiante ; parmi les femmes qui subissent la double oppression de l'exploitation capitaliste et des conditions spécifiques résultant de l'idéologie bourgeoise dominante ; chez les travailleurs immigrés, nos frères de classe, victimes d'une exploitation renforcée conjuguée avec la xénophobie et le racisme ; dans les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles imposées par l'État capitaliste centralisé à des populations régionales attachées à des traditions locales de tous ordres, et désireuses de « vivre et travailler au pays » ; également dans toutes les classes et couches sociales laborieuses de France : en premier celle des petits et moyens paysans, auxquels notre Parti a accordé une certaine attention et accumulé un capital encore fort modeste de connaissances et moyens d'action ; chez les petits et moyens bourgeois que sont les employés, les fonctionnaires, les agents des services publics, les artisans, certains membres des professions libérales comme ces jeunes médecins qui parviennent difficilement à vivre de leur profession ; parmi les enseignants des trois cycles, primaire, secondaire et supérieur, confrontés avec des directives de plus en plus absurdes, réactionnaires, rétrogrades, destinées à assurer un enseignement sélectionné et spécifique favorisant les enfants des classes dominantes et privilégiées ; enfin, chez les écologistes dont les multiples groupes, en dépit de leurs divisions et de leur apolitisme proclamé, font entendre souvent de pertinentes réflexions et soulèvent des questions particulièrement sensibles pour tout le peuple.

Eh bien, Camarades, notre Parti, notre Comité central ont pour charge d'organiser et de diriger la prise en considération de toutes ces questions, de leur apporter des réponses détaillées et précises. Mais ce programme immédiat ne naitra pas spontanément des imaginations, si créatives soient-elles, réunies dans notre Comité central ; il ne verra le jour qu'à partir de nos luttes et des liens établis avec la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays (...). »

Vie du journal

Nous avons besoin de vous

Votre collaboration est indispensable pour que le quotidien joue son rôle

APRES l'interruption des vacances, voilà que reprend la collaboration entre le comité de rédaction et les militants du Parti, les lecteurs, pour que notre quotidien joue aussi son rôle de lieu de rencontre des travailleurs, de tribune de la vie du peuple, ce qui contribue à en faire une meilleure arme au service de la classe ouvrière. C'est dans le but de rendre plus efficace et plus riche cette collaboration que nous nous adressons à vous aujourd'hui dans le cadre d'une rubrique régulière « *Vie du journal* » qui sera publiée dans l'édition datée du vendredi.

D'abord pour formuler une demande. Derrière les analyses et les dénonciations d'ensemble de la politique conduite par Giscard et Barre, derrière les restructurations opérées par les monopoles, derrière les mesures concernant la Sécurité sociale ou l'impôt, il y a la vie de millions de travailleurs. L'aventure quotidienne de l'exploitation, de l'oppression, de la révolte, des divisions, de la solidarité aussi et de la lutte.

Cette aventure vécue par tous, banale à force d'être le lot des exploités, mérite d'être racontée et publiée. Avec le langage de l'inquiétude, de la colère mais aussi – et pourquoi pas – de l'humour. Camarades, amis, faites-nous part de vos démêlés avec la vie. Tous les lecteurs de notre journal vous en remercierons.

Ensuite, pour apporter une précision. Depuis maintenant un an, *L'Humanité rouge* a inauguré en page 7 une rubrique intitulée « *Echos des entreprises et des quartiers* ». Son titre l'indique assez bien. Il s'agit de rassembler là des correspondances occasionnelles émanant de cellules du Parti ou de lecteurs. Parallèlement, nous avons cherché à développer un réseau de correspondants régionaux capable de couvrir les « grands événements » aux quatre coins du pays ce qui a permis à notre journal de progresser dans le suivi et la qualité de son information en même temps qu'il rendait mieux compte des événements nationaux et perdait certains de ses défauts « parisianistes ».

Est-ce à dire que nous n'attachons plus d'importance aux correspondances d'usines, à celles rapportant des faits locaux n'ayant pas l'ampleur d'événements nationaux ?

Certainement pas. La vocation de la rubrique « *Echos des entreprises et des quartiers* », c'est de consacrer une bonne place à ces correspondances qui dans leur diversité ont le mérite de donner le pouls de cette activité complexe et souvent diffuse qui constitue la lutte de classe au jour le jour. Des informations concises s'attachant à ressortir le caractère particulier, spécifique des situations, voilà ce que nous attendons.

Enfin, pour terminer, il s'agit d'une recommandation. Pour une bonne collaboration, il serait souhaitable lorsque vous écrivez au journal de joindre systématiquement des références d'origine et, lorsque c'est possible, un numéro de téléphone. Cela permettra d'éviter certaines erreurs et éventuellement de demander des compléments d'information. D'autre part, la plage horaire la plus utile pour les informations téléphonées se situe à partir de la fin d'après-midi jusqu'au lendemain matin à 7 h : en effet, c'est à 9 h du matin que s'effectue le « bouclage du journal ». Quant à la chasse aux coquilles, vous nous aiderez à la mener en épelant systématiquement tous les noms propres, qu'il s'agisse de localités, de personnes, de nom d'entreprise ou de termes techniques (et en les écrivant en majuscule dans vos correspondances).

Voilà. Il reste à souhaiter ensemble, une abondante et riche correspondance.

P. M.

Procès de l'Amoco Cadiz

La sournoiserie du gouvernement

LE procès de l'Amoco Cadiz débutera sûrement en 1980 à Chicago. Il y a dix-neuf mois, ce pétrolier échouait à Port Sall en Bretagne. En face des deux plaignants, les soixante-dix-sept communes de Bretagne et l'Etat français, les accusés : l'Amoco Transport, propriétaire du bateau, l'Amoco International, société de droit américain, Claude Phillips, qui dirigeait les opérations en mer pour la Standard Oil et la Standard Oil elle-même.

La partie va être rude pour les soixante-dix sept communes. En effet, il y a de fortes probabilités pour que la convention internationale limite l'indemnisation à soixante-dix sept millions. Une misère ! Mais en plus, Paris a ratifié cette convention de Bruxelles, limitant les indemnisations. Le gouvernement a donc signé un accord limitant les indemnités que les compagnies pétrolières versent en cas d'incident, comme dans l'échouage de l'Amoco Cadiz. Geste significatif qui montre la complicité de l'Etat français avec les compagnies pétrolières.

Pour toutes ces raisons, les communes bretonnes plaignantes sont inquiètes. Elles craignent de ne pouvoir briser l'accord entre les compagnies pétrolières et les gouvernements. Elles désirent aussi faire de ce procès un cas de jurisprudence.

Si Standard Oil et les autres accusés sont très lourdement taxés, ce verdict pourra impressionner les autres compagnies pétrolières et les obliger à respecter, à l'avenir, les normes de sécurité.

NV

(Photo HR)

L'échouage de l'Amoco Cadiz à Port Sall, en 1978, a provoqué une colère qui s'est étendue à toute la France.

L'HUMANITÉ ROUGE – Vendredi 14 septembre 1979

TELEVISION

Qu'il est difficile d'aimer

«C'est comme une lutte syndicale, sauf qu'en plus, vous aimez votre patron.»

IL est rare à la télévision française de voir des émissions sur ce qu'on a coutume d'appeler « les problèmes de société ». Quand en plus, l'émission est bonne comme celle de Pascale Breugnot et J.C. Bouthier (TF1, mardi 11 septembre), ça mérite qu'on s'y arrête un moment.

Demain les hommes titrait cette enquête sur les couples. On se trouvait en réalité, bien dans le présent, entre l'ancien et le nouveau.

Le mérite de cette enquête est certainement celui de ne pas se vouloir caricaturale, ni volontairement optimiste et de montrer une réalité qui change à travers six couples différents, du très jeune, où la femme accouche de son premier bébé, au plus âgé, ceux dont les enfants sont déjà partis.

LA DIFFICULTÉ DE FAIRE TOMBER LES PRIVILEGES

Quand la femme réclame un statut nouveau, sa place à part entière, ça ne va pas non plus tout seul : tel ce couple en pleine guerre, parce que « elle » ne travaille pas – mais fait de la peinture – et que « lui » ne trouve pas son repas prêt quand il rentre fatigué le soir. Une revendication qui lui semble absolument légitime... comme de trouver sa chemise propre le matin. « Elle » refuse absolument de jouer le jeu : « *Je ne comprends pas que tu me parles, à moi, de tes chemises !* » et refuse d'avoir un enfant dont elle aurait à s'occuper à 100 %. Deux points de vue inconciliables et cette position extrême n'empêchent pas que « lui » avoue : « *Elle est pour moi la femme idéale* », et ça continue. Ils ont entre 35 et 40 ans.

La guerre aussi, un autre couple l'a connu, le plus âgé, et il l'a gagnée. La femme explique son cheminement, son impression d'étouffement pendant des années, les deux vies côte-à-côte et sans dialogue. Et puis un jour, elle a compris, en discutant avec des amies et ce fut un accouchement très douloureux : « *C'est comme une lutte syndicale*, dit-elle, *sauf qu'en plus vous aimez votre patron* ». Argument qui doit d'autant plus toucher le mari qu'il a été lui même syndicaliste. Mais ça valait la peine, c'est une redécouverte, du couple et de l'extérieur aussi. Pour ce couple là, c'est un miracle, « *une deuxième lune de miel* », dit le mari.

LIBERTÉ ÉTROITEMENT SURVEILLÉE

Dans tous, la femme pose la question de son rôle, de sa place : c'est elle qui parle, même si son mari l'interrompt parfois.

L'une dit à son mari : « *Tu prendras le congé de "maternité", moi je continue mon travail et mes études* ». Mais comme l'enfant est en train de naître, il n'y a ni bilan ni pratique de ce nouveau rapport mère-père.

L'autre se plaint : « *Quand tu pointes mon chéquier, j'ai l'impression d'être gamine, devant mes parents* » et « *tu n'aimes pas t'occuper des enfants* ». Elle n'a aucune vie autonome, mais elle hésiterait à faire garder ses enfants puisqu'elle ne travaille pas. Elle concède : « *Les élever c'est mon rôle* ». Il est remarquable que cette femme très traditionnelle soit une femme jeune, moins de 30 ans.

Lui de son côté regrette de ne pas pouvoir sortir en célibataire plus souvent avec ses copains, « *on peut discuter des femmes plus librement* », et il reconnait que s'il avait plus de temps libre, il ne le passerait pas chez lui. A mari traditionnel, femme traditionnelle donc. Le fait qu'ils aient trente ans montre que beaucoup reste encore à faire.

(Photo HR)

Celui-là a-t-il perdu ses privilèges ?

HOMMES NOUVEAUX

Le troisième a perdu sa guerre, lui, sa femme est partie. Mais il n'en exprime aucune rancune car il a découvert autre chose : il élève ses deux enfants seul. Père célibataire en quelque sorte, il assume son rôle sans trop de problèmes et avec d'autres hommes, il conteste le personnage de l'homme traditionnel, du « mec » celui qui agit, qui commande, qui drague...

Pour lui, la femme, c'est la « *porteuse de vie* », l'être supérieur presque. C'est ce manque que l'homme compense par l'action. Un point de vue plus proche de la « Dea mater » (la déesse mère antique) que de la femme nouvelle !

Il ne manquait à ce tableau que l'exemple idyllique, l'exemple parfait, sans heurts, le couple où « *la seule limite à la liberté de chacun, c'est la souffrance de l'autre* ». Il est là, c'est le dernier, épanoui, souriant désorientant aussi. Est-ce le couple nouveau ? C'est celui qui dérange. Il est très dommage qu'il paraisse trop coupé du concret, des problèmes de la vie quotidienne, de l'héritage culturel et subjectif. Etre un couple nouveau, est-ce seulement partir chacun de son côté en vacances et se raconter tout après ? Est-ce seulement prendre le temps de vivre et être très proche l'un de l'autre ? « *Quand j'ai compris que ma femme m'échappais...* » avoue malgré lui le vieux syndicaliste... Suffit-il d'expliquer la qualité de la nouvelle relation pour faire tomber le vieux sentiment de propriété de l'homme sur la femme et ses aspects complexes ?

L'émission n'avait pas l'ambition de répondre à cette question. Mais elle a permis aux femmes de poser le problème. Et leurs témoignages, plus ou moins lucides, plus ou moins exigeants, ont montré tout de même que la remise en cause du rôle des femmes dans notre société et dans le couple n'est pas que le fait d'une minorité d'extrémistes. Son succès dépend aussi du choix de l'homme : va-t-il « *descendre de son trône* » ou se battre pour maintenir ses privilèges ?

Claire MASSON

POLITIQUE ET SOCIAL

Saupiquet se redéploie

SAUPIQUET, c'est le No 1 français de la conserve de poisson. Ce groupe contrôle les marques Cassegrain, William Saurin, Maingourd, etc. Le capital de la société est détenu par la Navagation mixte (48 %) et la banque Worms. A la Navigation mixte, on retrouve Paribas (2,2 %), De Wendel, Empain-Schneider, Schlumberger et le groupe Boussac qui a 11 % du capital.

Le plus gros actionnaire de la Navigation mixte est la famille Chegaray avec 23 %. On retrouve aussi la Navigation mixte derrière Lesieur (31 %).

Bref que du beau monde. Saupiquet trouvant son champ d'action encore trop limité a décidé de s'allier avec un groupe anglais nommé Ross Foods. Ces deux groupes vont fonder une filiale commune de commercialisation des surgelés.

Saupiquet aura une participation majoritaire (51 %). Le surgelé semble être une affaire d'avenir et qui rapporte gros. Bref, encore plus de gros sous à gagner.

Massey-Fergusson : profit en hausse

LES travailleurs de Massey-Fergusson qui ont tant de mal à conserver leur emploi apprendront non sans stupeur que les profits de ceux qui les licencient par milliers dans le monde ont augmenté.

D'après ce qui se dit chez les financiers, Massey « sort de l'ornière ». En 1978, les pertes avaient été, aux dires des dirigeants bien sûr, de 257 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 3 milliards de dollars.

Les bénéfices ont augmenté pour les neuf premiers mois de l'exercice de 62,2 millions de dollars contre une perte de 145,5 millions de dollars pour la même période 1978.

Le chiffre d'affaires global a progressé de 6 % dont plus 25 % en Europe avec 337 millions de dollars. Le groupe a l'intention de procéder à une augmentation de capital d'environ 300 à 500 millions de dollars.

En France, Massey reste le premier fabriquant de matériel agricole (chiffre d'affaires de 1 666 millions de francs) ainsi que le premier exportateur avec 914 millions de francs soit un taux de couverture de 182 % contre 65 % pour l'ensemble de tous les constructeurs de matériel agricole.

Raison de plus pour lutter, n'est-ce pas, camarades de chez Massey.

Renault engraisse bien. merci pour lui...

RENAULT c'est une affaire qui marche. Nous n'en doutions pas, les profits croissent, mais les conditions de travail ne s'améliorent pas pour autant pour les travailleurs. Parlons un peu profits. De janvier à juillet de cette année, la Régie a produit ou exporté hors de nos frontière plus de 520 000 véhicules soit 53,7 % de sa production totale.

Les exportations ont progressé de 11,4 % jusqu'à fin juillet alors que le marché, toutes marques confondues, n'a progressé que de 10,6 %.

Du coup, avec un taux de vente de 12,37 % du marché total européen, Renault grille la politesse à Ford.

Mais ces chiffres quasi-miraculeux de vente ne peuvent pas nous faire oublier d'autres statistiques moins encourageantes pour les travailleurs. L'IFO, Institut économique de Munich, estime que la production de voitures en RFA devrait passer de quatre millions cette année à 3,6 millions en 1980 et peut-être à moins en 1981. Ce sont toujours les périodes de plein boum qui précèdent les grandes catastrophes.

L'exemple de la sidérurgie est là encore tout frais dans nos mémoires. On n'avait jamais produit autant d'acier qu'en 1974. Et depuis, c'est de centaines de milliers de licenciements dans le monde entier que l'on parle.

...Mais chez Renault on lutte aussi

MARDI, aux usines Renault du Mans, dans le département de la Sarthe, les ouvriers ont fait grève à près de 80 %. Il s'agissait d'un débrayage qui a duré deux heures et demie et qui avait été appelé par la CGT et la CFDT.

Les revendications étaient les suivantes : augmentation uniforme de 300 F, les trente-cinq heures, la promotion à l'ancienneté des OS, la retraite à 60 ans.

Une manifestation a eu lieu sur les boulevards entourant l'usine. C'est le plus important débrayage enregistré dans l'entreprise depuis 1975.

On lutte aussi à Paris à la C.N.A.V.T.S.

QU'EST-CE que la CNAVTS ? Il s'agit de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés qui a son siège 110-112 rue de Flandres à Paris 19e. Cette caisse connait une certaine agitation depuis quelques temps à cause de la direction qui refuse de satisfaire les légitimes revendications du personnel des ensembles électroniques.

Pour présenter la lutte, laissons la parole aux syndicats CGT et CFDT de la caisse qui ont diffusé un tract dans lequel on peut lire :

« Depuis plus de quatre mois, le personnel des ensembles électroniques travaillant en équipes de 6 h à 14 h et de 14 h à 22 h se bat pour l'amélioration de ses conditions de travail.

Il réclame : le travail en 2/7 comme dans les autres caisses parisiennes et dans certaines caisses régionales, une demi-journée d'inconfortabilité par mois en compensation de la pénibilité des tâches, en raison du bruit et de la climatisation ; le paiement d'indemnités kilométriques, compte tenu de l'impossibilité du fait de leurs horaires, notamment le matin, d'utiliser les transports en commun ».

Une grève avait eu lieu le 6 septembre à cause du refus de la direction de négocier. Devant les provocations de la direction (pressions multiples), la grève a repris le 11 septembre.

La direction a cherché à faire exécuter le travail des personnels informatiques à l'extérieur. Le personnel a été appelé à soutenir le mouvement.

(Photo HR)

L'automobile, un secteur qui roule, mais pour combien de temps ?

BLOC-NOTES

BRETAGNE

Fête antirépression

Les 15 et 16 septembre, veille du procès des militants bretons embastillés depuis juillet 1978, le comité antirépression du Centre-Bretagne et les COBAR organisent une fête antirépression à la salle des fêtes de Pontivy. Les comités antirépression ne prétendent pas être les seuls à dénoncer la répression subie par toutes les minorités, aussi appellent-ils tout individu, organisation politique et syndicale, etc. victimes de la répression à venir manifester leur soutien et leur volonté dans la lutte pour la liberté d'expression.

Programme :

– Samedi 15 au soir, Fest Noz animé par de nombreux chanteurs et sonneurs, les *Diaouled Ar Menez*, un appel est lancé à toute bonne volonté.

– Dimanche 16, à partir de 14 heures, spectacle avec *Patrick Ewen, Gilles Servat, Jean Kergrist, Mathieu Donnard Street, Djiboujeb, Katelle, Youenn Gwernic, Glenmor, Avel Nevez...* des extraits de films de *René Vautier*, des interventions d'organisations et d'individus ayant subi la répression.

Soyez nombreux à marquer votre solidarité.

Avis à nos lecteurs

Comme nous l'avons indiqué dans notre édition datée du 11 septembre, l'augmentation importante du coût de production (papier, encre, etc.) nous amène à porter le prix de notre quotidien à 2 F. Rappelons qu'il était resté à 1,70 F depuis janvier 1978. Par contre, les tarifs d'abonnement restent inchangés.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom . . . . . .

Prénom . . . . . .

Rue . . . . . .

Commune . . . . . .

Code postal . . . . . .

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM . . . . . .

PRÉNOM . . . . . .

Lieu de travail . . . . . .

Adresse . . . . . .

Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 – 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufane
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

LIVRE

Cinémas de l'immigration

Dossier réuni par Guy Hennebelle

Les multiples images de la condition des travailleurs immigrés

Ils sont onze millions. Onze millions qui ont quitté pays, village, femme, enfants pour venir monter des voitures, construire des maisons, balayer les rues en Europe.

Leur place dans l'économie est vitale. Pourtant s'ils construisent des maisons, s'ils montent des voitures, ils sont le plus souvent parqués dans des taudis ou des bidonvilles. Les flics leur font la chasse. En cas de licenciements, ils sont les premiers touchés et les premiers expulsés.

Ces travailleurs ne sont pas accueillis, ils sont tolérés. Autant dire qu'on leur refuse toute expression culturelle propre, liée à leur pays d'origine et à leur condition d'immigré : c'est notamment le problème des jeunes immigrés qui ne peuvent pas apprendre leur langue maternelle à l'école, etc.

Du cinéma et de la télévision, ils sont quasiment exclus aussi si l'on excepte l'émission *Mosaïque*, le dimanche matin. Pourtant des cinémas, des films sur les travailleurs immigrés se développent, s'imposent. C'est lié aux luttes que mènent ces derniers pour imposer leurs droits. Ces cinémas sont variés et très riches, ils abordent les multiples facettes de la condition de travailleur immigré. Conditions aussi différentes que les diverses nationalités. Dans leur diversité, ces films participent tous d'un même souci : combattre le mépris et le racisme que tendent à susciter gouvernement et patrons à l'égard des travailleurs immigrés. C'est des millions d'images qui peuvent aider à unir les travailleurs, la classe ouvrière. Des centaines de films trop peu diffusés. Un livre précieux fait le point sur les cinémas de l'immigration de façon très complète, c'est le dossier *Cinémaction* réuni par Guy Hennebelle sur *« Les Cinémas de l'immigration »*.

« Les cinémas de l'immigration » (CinémAction No 8). Dans ce livre de Guy Hennebelle, on trouve toutes les adresses nécessaires à la commande de films sur l'émigration ainsi qu'un dossier très complet qui fait le point sur ces cinémas. Ce livre est en vente aux Herbes Sauvages — 70, rue de Belleville — 75020 PARIS

Films d'intervention et documentaires

FILMS de fictions et documentaires ont été alternativement utilisés pour traiter le thème de l'immigration, avec prédominance du cinéma direct, d'intervention qui demande beaucoup moins de moyens techniques et financiers et qui a l'avantages d'être utilisé rapidement. Ces films qu'on appelle aussi films militants jalonnent l'histoire des travailleurs immigrés et leurs luttes depuis les années 1960. C'est la lutte du peuple algérien pour son indépendance vécue par les travailleurs algériens immigrés en France. *Octobre à Paris* retrace la manifestation du 17 octobre 1961, organisée par la FLN à Paris, manifestation sauvagement réprimée (une centaine de morts) ainsi que la manifestation de Charonne.

Le documentaire court s'avère un moyen idéal pour faire la vérité sur les crimes racistes : deux films en 1974 sur Mohammed Diab tué dans un commissariat. De nombreux films aussi sur les luttes contre la circulaire d'expulsion Fontanet-Marcellin en 1973. Des films sur les actes racistes dont sont victimes les ouvriers immigrés *Souvenir de Grasse en 1973*. De nombreux films évoquent les luttes les plus connue : *Pennaroya*, *Margoline*, *Après le dernier métro*, sur la lutte des nettoyeurs du métro en 1977 ; *Le cadeau* qui présente les luttes du Joint français et de Chausson.

Bien sûr, de nombreux documentaires portent sur l'émigration elle même soit par le biais du départ et de l'arrivée en Europe, soit sous l'angle du retour au pays : *Le Retour*, *Retour en Kabylie*, *Après l'aller*. La condition des travailleurs en France est évoquée dans *Et les dimanches ?* (le week-end d'un ouvrier turc), *Etranges étrangers*, Algériens et Portugais à Paris et un film qui fait le lien entre la lutte des Palestiniens et celle des travailleurs immigrés en France.

Ces films coup de poing ont joué un rôle très important dans la popularisation des luttes d'usines, des grèves de la faim, dans la mobilisation et l'unité des travailleurs. Ils ont l'avantage d'être courts et sur un thème bien précis. Ils sont aussi très liés aux circonstances et à la période du tournage. Néanmoins leur caractère militant ne leur permet que d'atteindre un public restreint. Mais outre le rôle spécifique et indispensable qu'ils jouent, ils servent aussi de base d'inspiration pour le cinéma de fiction.

« L'autre France » du cinéma d'intervention.

Le cinéma de fiction : Charlot, Dupont Lajoie et les autres

DES 1917, aux Etats-Unis, Charlie Chaplin tournait *L'Emigrant*, pour montrer les désillusions qui attendent les travailleurs au « pays de la liberté ». En France, c'est Jean Renoir qui, en 1934, traita le premier ce sujet. Il annonçait le cinéma militant auquel il a ouvert la voie en France avec *La vie est à nous* au moment du front populaire. C'était le premier film d'un genre nouveau, développé après la guerre par le néo-réalisme. Réalisé à partir d'un fait divers *« un drame qui arriverait comme un épisode de la vie quotidienne »*, il fut tourné pour les extérieurs dans le lieu (Martigues) où avait eu lieu l'événement relaté. Renoir utilisa les décors naturels, engageant les habitants comme figurants et prit pour interprètes l'équipe marseillaise des acteurs de Pagnol. Voilà qui était nouveau dans le cinéma français. Le sujet : un travailleur italien est injustement accusé du meurtre d'un contremaitre. Celui-ci avait épousé et maltraitait la femme aimé par ce travailleur. Toni sera assassiné sur ces même rails par lesquels il était arrivé quelques années plus tôt.

Les films de fiction (qui racontent une histoire inventée) abordent le problème de l'émigration elle-même : c'est *O Salto* de Christian de Challonges qui montre le voyage clandestin d'Antonio à Paris, c'est *L'Autre rive* de Champreux en 1979 sur les clandestins africains.

Sur le même thème existe aussi *Le Bus* de Bay Okan sur les travailleurs turcs en Suède et *Alambrista* sur les ouvriers mexicains clandestins aux Etats-Unis.

Ce qu'il faut remarquer c'est que les films de fiction sur l'émigration font preuve de beaucoup de réalisme et intègrent dans la fiction de nombreux éléments empruntés à l'actualité, quand ils ne partent pas d'un fait divers. C'est le cas de *Dupont Lajoie* d'Yves Boisset. Dans un camping, un crime sexuel a été commis contre une jeune fille, un travailleur immigrés est accusé, des ratonnades s'ensuivent. Ce film construit sur le rythme du policier, dénonce la justice bourgeoise et dépeint le racisme quotidien qui transforme des petits commerçants en tabasseurs déchaînés. Dans *Elise ou la vraie vie*, Michel Drach filme la renconte entre un ouvrier algérien et une jeune ouvrière française, au moment de la guerre d'Algérie à Paris, dans une usine automobile.

Il faut signaler *Traitement de choc* d'Alain Jessua, différent des films précédemment cités, sous forme de parabole il traite le pillage du tiers monde par l'occident et de la surexploitation des travailleurs immigrés (un centre médical où les riches occidentaux se font revitaliser au moyen de cellules fraiches et où l'on voit le personnel portugais s'affoler au service.

Toutes les formes cinématographiques ont été utilisées pour traiter l'immigration : Thriller fable, vidéo, courts métrages, documentaires, etc. Il faut signaler *Les Ambassadeurs* film sur l'assassinat de Djelalli Ben Ali tourné à la Goutte d'Or qui fait une synthèse entre un cinéma « grand public » de fiction et un cinéma plus militant en montrant l'union et la lutte des travailleurs. Récemment aussi, un grand film sur le racisme au quotidien : *Le Voyage de Selim*. Cette réalisation télévisée tranche avec beaucoup d'autres films sur l'immigration par son ton mesuré et réaliste. Faire un film sur les travailleurs immigrés, tient de la prouesse vu les entraves mises par les producteurs et les distributeurs.

Il est à remarquer que se sont en majorité des cinéastes immigrés qui tournent les films sur l'immigration. Au fil des ans, de film en film s'affirment des cinéastes qui marient la fiction au documentaire pour toucher un public encore plus large, de façon plus convaincante. L'unité de la classe ouvrière à tout à y gagner.

Léon CLADE

« Les Ambassadeurs » : la synthèse entre un ciné-grand public et un ciné-militant.